

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 79 (1991)

Heft: 8-9

Artikel: Roumaines à Fribourg : combattre au quotidien

Autor: Berset, Béatrice

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279759>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Roumaines à Fribourg: combattre au quotidien

Un groupe d'intellectuelles roumaines, en séjour à Fribourg, témoigne sur la situation en Roumanie.

Elles sont journalistes, critiques d'art, traductrices, musicologues, enseignantes, poètes... Mais elles sont Roumaines et ça change tout : la chape de la peur leur colle au cœur et au corps. «On a appris à vivre avec la peur qui a détruit quelque chose en nous. Mais aujourd'hui il faut se battre pour vaincre cette peur. Une intellectuelle ne peut qu'être engagée». Qu'est-ce qui a changé pour elles en décembre 89? «Nous avons passé d'une dictature à une autre, et la seule différence est le passage du statut de simple victime à celui de collaboratrice obligées.»

En mai, Zsofia, Victoria, Susanna et les autres ont vécu une semaine à Fribourg grâce à Catherine Gyarmathy, une Suissesse qui a obtenu pour elles des crédits de différentes organisations : association Helsinki, femmes catholiques zurichoises, Migros... Le programme de leur séjour devait leur permettre de se familiariser avec les institutions suisses et de voir fonctionner une démocratie bilingue. Pour ces neuf représentantes de 20 millions de Roumains et 2 millions de Hongrois de Roumanie, ce voyage fut plus qu'une initiation au «vivre libre» occidental, il leur permit en outre de se connaître entre elles et de rapprocher deux communautés que le gouvernement s'efforce de dire incompatibles.

Effrayantes biographies

La vie des femmes en Roumanie, même pour celles qu'on pourrait croire privilégiées, était et reste terrible. «L'égalité est un malheur pour les femmes roumaines : les salaires bas obligent l'homme et la femme à travailler, avec les mêmes droits. Mais à la maison, ils n'ont pas les mêmes devoirs». Les femmes sont en plus ménagères sans machines et peu de produits, reproductrices – les femmes qui n'ont pas d'enfants paient toujours une taxe instituée par Ceausescu – éducatrices : les crèches sont si mal tenues que toutes les épidémies s'y développent, et de plus elles sont chères : 1000 lei par mois alors que les salaires oscillent entre 2000 et 3500 lei.



Visite de groupe au Musée d'Art et d'Histoire de Fribourg. (Photo Eliane Laubscher)

Il y a bien le droit de congé médical payé pour un enfant malade mais les tracasseries bureaucratiques de toutes sortes et les soins rudimentaires que peuvent dispenser les médecins sans moyens modernes de diagnostic ni médicaments régulièrement distribuée expliquent pourquoi on préfère avoir recours à la solidarité familiale quand c'est possible.

L'absence de moyens contraceptifs comme l'interdiction de l'avortement conduit les femmes – et les médecins – à d'incroyables extrémités. Zsofia fut obligée de mener à terme une grossesse alors que sa matrice développait une tumeur. L'enfant ne se développa pas, mourut à la naissance et la matrice éclata, la vidant de son sang. Ne pouvant plus avoir d'enfants, elle fut «condamnée» à payer la taxe susdite. Elle se sépara de son mari pour lui permettre d'être père et devint marraine de cet enfant ! Du fait d'une énorme mortalité périnatale, les statistiques ne comptent pas les enfants morts durant les sept premiers jours de la vie. Victoria, conduite à l'hôpital à cause d'une forte hémorragie due à une fausse couche, dut attendre qu'un représen-

tant de l'autorité sanitaire inspectât son ventre avant de pouvoir être soignée.

Ecrire et publier

L'arbitraire et la coercition règnent en maîtres dans tout le pays, aujourd'hui comme hier. Ecrire et publier est un cauchemar, qu'on soit rédactrice, poète ou écrivain, comme le sont toutes celles qui sont venues à Fribourg.

Rédactrice à la Maison des Editions Encyclopédiques, Victoria travaille actuellement à une très officielle Encyclopédie des Arts – la consigne est de faire vite et pas cher et elle ignore si son travail sera édité un jour, faute de papier, de fonds, etc.

Le ministre des postes décide souverainement des tirages des revues et magazines en stoppant ou favorisant leur distribution aux abonnés. Ainsi le magazine féminin en langue hongroise «Csaladi Tükör» (Miroir des familles), qui existe depuis 1946, a vu son tirage de 110 000 exemplaires chuter à 36 000 en été 1990, faute d'avoir été distribué. Ce qui signifie qu'il est condamné à

courte échéance (à l'automne il ne paraîtra plus, sauf miracle), car il faut tirer à 50 000 exemplaires au moins pour pouvoir obtenir le papier nécessaire et être imprimé par l'imprimerie d'Etat de Bucarest. Au contraire, le journal de l'extrême droite « La Grande Roumanie » émanation de la Securitate dont le « trésor de guerre » permet de distribuer des bakchichs aux imprimeurs, a vu son tirage grimper insolemment. Les imprimeries ne font pas de contrat avec les rédactions. Elles impriment à bien plaisir, numéro par numéro, ainsi la rédaction n'a aucun moyen de protester: il n'est pas possible de prouver la rupture d'un contrat qui n'existe pas ! Pour avoir des reproductions en couleurs, il faut pouvoir payer en dollars des films étrangers. Il n'y en a pas dans le pays. Les revues littéraires financées jusqu'ici par la très puissante Union des écrivains périclitent depuis que celle-ci est mal vue du gouvernement. Les éditions d'Etat dont elle dépend ne peuvent plus imprimer faute de moyens financiers. Les écrivains ne peuvent donc plus vivre de leur revenu ni de leur second métier et s'endettent auprès de l'union qui, elle-même, a cessé le paiement des pensions...

Minorité hongroise

Ildiko est licenciée en philologie hongroise. Elle cherche une place de profes-

seur dans un lycée. Elle est nommée dans une école roumaine à 200 km de chez elle avec la charge d'enseigner le russe, le roumain et la gymnastique. Comme elle refuse, aucun autre établissement n'a le droit de l'engager durant trois ans et elle est assignée à résidence.

Aujourd'hui, elle collabore à une revue populaire catholique hongroise « Keresztyén Szo » qui existait clandestinement depuis la 2e Guerre et qui est soutenue de l'extérieur, notamment par Caritas-Allemagne qui lui a fourni ordinateur et imprimante avec laquelle il sera possible d'étendre les activités.

Susanna travaillait à la TV hongroise jusqu'à sa suppression en 1986, puis à la radio de langue hongroise qui a été supprimée par le nouveau régime. Elle travaille aujourd'hui dans une maison d'édition hongroise « Kriterion » fondée en 1991 dans le but de maintenir la culture hongroise en Roumanie.

Les artistes

Pour une fois, les femmes artistes s'en tiennent mieux que les hommes, du moins celles qui acceptent de créer céramiques, tissus imprimés et vêtements vendus dans une boutique qu'elles gèrent elles-mêmes. Et qui est fréquentée par les femmes des nouveaux riches ! Car, comme partout en Europe de l'Est, une classe moyenne, une

société civile restent à créer, toute une éducation, dans ce domaine comme dans les autres, reste à faire. Et ce n'est pas la revue « ARTA », trop élitiste, qui s'en chargera ! Les nouveaux riches achètent 1900, Lalique et Galée, mais ne se risquent pas au-delà. Les artistes créent mais ne vendent pas. L'Etat non seulement a diminué ses subventions à l'Union des artistes, mais aussi il n'achète plus. La Roumanie compte quatre académies : Timisoara, Jasi, Bucarest et Kluj qui dispensent un enseignement artistique en profondeur. La peinture permet de dire des choses interdites : c'est un art de protestation et les artistes sont engagés dans les mouvements intellectuels et sociaux, ce qui rend leur dialogue bien difficile avec l'Occident libéral !

Un appel au secours

Balla Zsofia, rédactrice au magazine en langue hongroise « Csaladi Tükör », lance un appel pathétique pour son sauvetage (voir plus haut). Le tirage d'un numéro coûte approximativement 621 000 lei, soit 3500 dollars. Pourrait-on ouvrir un compte en Suisse qui pourrait être ensuite transféré en devises en Roumanie ? Qui s'en chargerait ?

L'adresse: Eédactia Csaladi Tükör, Str Napoca 16, 3400 Kluj, tél.: 00-40-951-11734. (En allemand)

Béatrice Berset

Aux Eaux-Vives,
avenue de Frontenex 34
l'agence de la Banque hypothécaire
du canton de Genève, votre banque cantonale,
est ouverte également le samedi matin.
Madame Maria Trunz,
chef de notre agence et ses collaboratrices
seront heureuses de vous accueillir.
BCC